

Année de la première occupation	Coût historique (1921 = 100)	Index Reconstruction	Vieillessement	Coefficient d'actualisation
	1	2	3	4 = (2 × 3)/100
1973	3618	3,5453	57,63	2,0432
1974	4703	2,7274	59,00	1,6092
1975	5204	2,4648	60,40	1,4887
1976	5669	2,2627	61,83	1,3990
1977	6236	2,0569	63,30	1,3020
1978	6485	1,9779	64,80	1,2817
1979	6679	1,9205	66,33	1,2739
1980	7013	1,8290	67,89	1,2417
1981	7013	1,8290	69,48	1,2708
1982	7013	1,8290	71,10	1,3004
1983	7363	1,7421	72,75	1,2674
1984	7805	1,6434	74,43	1,2232
1985	8195	1,5652	76,17	1,1922
1986	8195	1,5652	77,88	1,2190
1987	8605	1,4906	78,65	1,1724
1988	9061	1,4156	80,45	1,1389
1989	9670	1,3265	82,27	1,0913
1990	10262	1,2500	84,18	1,0523
1991	11036	1,1623	86,11	1,0009
1992	11633	1,1026	88,07	0,9711
1993	11954	1,0730	90,06	0,9663
1994	12026	1,0666	92,08	0,9821
1995	12404	1,0341	94,13	0,9734
1996	12430	1,0319	96,21	0,9928
1997	12483	1,0275	100,00	1,0275
1998	12721	1,0083	100,00	1,0083
1999	12827	1,0000	100,00	1,0000

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er juillet 2000.
Bruxelles, le 18 juillet 2000.

J. SAUWENS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2000 — 2137

[S - C - 2000/29298]

26 JUILLET 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française organisant la protection des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et de certains organismes d'intérêt public contre le harcèlement sexuel sur les lieux de travail

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3 et 4, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993 ainsi que l'article 9;

Vu le décret du 1^{er} juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales;

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1997 portant création du Service de perception de la Redevance Radio et Télévision de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 septembre 1998;

Vu l'accord du Ministre chargé de la Fonction publique, donné le 16 novembre 1998;

Vu l'accord du Ministre chargé du Budget, donné le 13 novembre 1998;

Vu le protocole n° 211 du Comité de Secteur XVII conclu le 7 avril 1999;

Vu la délibération du Gouvernement du 17 mai 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 12 juillet 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 2000,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel :

1° des Services du Gouvernement, ci-après dénommé « le ministère »;

2° des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII créé en vertu de l'article 19 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Art. 2. On entend par harcèlement sexuel tout comportement à connotation sexuelle et tout autre comportement fondé sur le sexe, qui affecte la dignité des hommes et des femmes au travail, que ce comportement soit le fait de supérieurs hiérarchiques ou de collègues.

Art. 3. Les membres du personnel doivent s'abstenir de tout harcèlement sexuel sur les lieux du travail dans les rapports tant vis-à-vis des supérieurs, collègues ou subordonnés qu'à l'égard des utilisateurs du service et des tiers cotoyés sur le lieu de travail ou à l'occasion de prestations.

Art. 4. § 1^{er}. Chaque ministère ou organisme visé à l'article 1^{er} institue un service de confiance dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. Le service de confiance se compose au minimum de deux agents de niveau 1 ou 2+, dont un membre féminin et un membre masculin, comptant une ancienneté de service de 5 ans au moins. Cette condition d'ancienneté n'est toutefois requise pour la désignation des agents composant le service de confiance d'un organisme d'intérêt public qu'à l'issue d'un délai de cinq ans à dater de la création dudit organisme.

§ 3. Les membres du service de confiance, nommés ci-après personnes de confiance, sont désignés avec leur accord, pour une période de 3 ans renouvelable, par le secrétaire général du ministère ou le fonctionnaire dirigeant compétent en matière de personnel de l'organisme, après avis motivé du Comité supérieur de concertation du Comité de Secteur XVII, nommé ci-après le comité, tant pour la désignation que pour le renouvellement.

Le secrétaire général du ministère ou le fonctionnaire compétent en matière de personnel de l'organisme peut, après avis motivé du comité, mettre fin aux fonctions d'une personne de confiance qui ne convient pas et en désigner une nouvelle pour la durée du mandat en cours.

Art. 5. § 1^{er}. Les personnes de confiance ont pour mission de dispenser des conseils, d'accorder leur aide aux membres du personnel victimes de harcèlement sexuel sur les lieux de travail et de contribuer à la solution du problème de façon formelle ou informelle.

Elles reçoivent une formation appropriée et sont tenues à un devoir de discrétion.

Le secrétaire général du ministère ou le fonctionnaire dirigeant compétent en matière de personnel de l'organisme détermine, après avis motivé du comité, les moyens et le temps nécessaires à l'exercice de la fonction de personne de confiance.

§ 2. Lorsque les faits de harcèlement sexuel communiqués au service de confiance nécessitent une enquête, celle-ci est effectuée par la personne de confiance visée à l'article 4, § 2.

Le rapport de l'enquête est soumis au supérieur hiérarchique compétent de l'auteur présumé seulement si la personne victime de harcèlement sexuel sur les lieux de travail le demande.

Art. 6. L'enquête vise à l'article 5, § 2 :

1° sera menée dans la plus stricte confidentialité;

2° se limitera aux faits dénoncés par le plaignant et ne pourra être étendue à d'autres faits relevant de la vie privée de celui qui est accusé.

Durant toute l'enquête, le plaignant et l'accusé ont le droit de se faire assister et/ou de se faire représenter par la personne de leur choix.

La personne accusée est informée de tous les détails concernant la nature de la plainte et peut y répondre.

Les deux parties sont informées du résultat de l'enquête.

Art. 7. La fonction de personne de confiance ne peut entraîner ni préjudice ni avantages spéciaux pour celui ou celle qui l'exerce.

Pour l'exercice de sa fonction, la personne de confiance relève directement du secrétaire général du ministère ou du fonctionnaire dirigeant compétent en matière de personnel de l'organisme, chacun pour ce qui concerne le service de confiance institué au sein des services qu'il dirige.

Art. 8. La déclaration de principe relative au harcèlement visée à l'article 3, ainsi que l'identité des personnes de confiance visées à l'article 4, § 2, sont communiquées aux membres du personnel.

Art. 9. Toute personne qui est victime de harcèlement sexuel sur les lieux de travail peut porter ces faits à la connaissance du supérieur hiérarchique de l'auteur présumé.

Art. 10. Tout fait de harcèlement sexuel sur les lieux de travail commis par un membre du personnel statutaire peut donner lieu à une procédure disciplinaire et au prononcé de peines disciplinaires conformément aux dispositions applicables au personnel statutaire.

Tout fait de harcèlement sexuel sur les lieux de travail commis par un membre du personnel contractuel peut donner lieu à une sanction conforme aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Les procédures visées aux alinéas précédents sont indépendantes de la procédure visée à l'article 5, § 2.

Toutefois, à l'initiative ou de l'accord du membre du personnel faisant l'objet de harcèlement sexuel, l'autorité compétente pour poursuivre l'action disciplinaire ou la procédure de licenciement se concerta avec la personne de confiance, notamment dans la perspective de compléter leur dossier respectif.

Art. 11. Le secrétaire général du ministère ou le fonctionnaire dirigeant compétent en matière de personnel de l'organisme adresse un rapport annuel d'activités du service de confiance aux membres du Gouvernement.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 26 juillet 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 2137

[C — 2000/29298]

26 JULI 2000. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap ter bescherming van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van sommige instellingen van openbaar nut tegen ongewenst seksueel gedrag op het werk**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3 en § 4, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en van 16 juli 1993, alsook op artikel 9;

Gelet op het decreet van 1 juli 1982 houdende oprichting van een "Commissariat général aux relations internationales" (Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België);

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap);

Gelet op het decreet van 1 december 1997 houdende oprichting van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 september 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 16 november 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 13 november 1998;

Gelet op het protocol nr. 211 van Sectorcomité XVII, gesloten op 7 april 1999;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 17 mei 1999 over de aanvraag om advies dat door de Raad van State mede te delen is binnen een termijn van ten hoogste één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 12 juli 1999, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juli 2000,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op de personeelsleden :

1° van de Diensten van de Regering, hierna "het ministerie" genoemd;

2° van de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder Sectorcomité XVII, opgericht krachtens artikel 19 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Art. 2. Onder ongewenst seksueel gedrag wordt verstaan, elk gedrag met een seksuele connotatie en elk ander gedrag met een seksuele achtergrond, dat afbreuk doet aan de waardigheid van mannen en vrouwen op het werk, waarbij het kan gaan om het gedrag van hiërarchische meerderen of van collega's.

Art. 3. De personeelsleden mogen geen ongewenst seksueel gedrag op het werk hebben in de betrekkingen zowel met de hiërarchische meerderen, collega's of ondergeschikten als met dienstgebruikers en derden met wie zij op het werk of naar aanleiding van prestaties betrekkingen hebben.

Art. 4. § 1. Elk ministerie of elke instelling bedoeld in artikel 1 stelt een vertrouwensdienst binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit in.

§ 2. De vertrouwensdienst is samengesteld uit ten minste twee ambtenaren van niveau 1 of 2+, onder wie een vrouwelijk personeelslid en een mannelijk personeelslid, die een dienstanciënniteit van ten minste 5 jaar tellen. Voor de aanwijzing van de ambtenaren waaruit de vertrouwensdienst van een instelling van openbaar nut is samengesteld, is die anciënniteitsvoorwaarde echter pas na een termijn van vijf jaar na de oprichting van die instelling vereist.

§ 3. De leden van de vertrouwensdienst, hierna vertrouwenspersonen genoemd, worden, met hun instemming, voor een hernieuwbare periode van drie jaar aangewezen door de secretaris-generaal van het ministerie of de leidend ambtenaar die bevoegd is voor het personeel van de instelling, na een met redenen omkleed advies te hebben ontvangen van het Hoog Overlegcomité van Sectorcomité XVII, hierna «het comité genoemd», zowel voor de aanwijzing als voor de hernieuwing.

De secretaris-generaal van het ministerie of de leidend ambtenaar die bevoegd is voor het personeel van de instelling kan, na een met redenen omkleed advies van het comité te hebben ontvangen, een einde maken aan het ambt van een vertrouwenspersoon die niet past en een nieuwe voor de duur van het lopende mandaat aanwijzen.

Art. 5. § 1. De vertrouwenspersonen hebben als opdracht raad te geven en hulp te verlenen aan de personeelsleden die het slachtoffer zijn van ongewenst seksueel gedrag op het werk en ertoe bij te dragen op formele of informele wijze een oplossing voor het probleem te vinden.

Ze krijgen een gepaste opleiding en zijn tot geheimhouding verplicht.

De secretaris-generaal van het ministerie of de leidend ambtenaar die bevoegd is voor het personeel van de instelling bepaalt, na een met redenen omkleed advies van het comité te hebben ontvangen, de middelen en de tijd die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van het ambt van vertrouwenspersoon.

§ 2. Wanneer de feiten in verband met ongewenst seksueel gedrag die aan de vertrouwensdienst worden medegedeeld, een onderzoek vereisen, wordt dit door de in artikel 4, § 2, bedoelde vertrouwenspersoon uitgevoerd.

Het verslag van het onderzoek wordt aan de bevoegde hiërarchische meerdere van de vermoedelijke dader alleen medegedeeld indien de persoon die het slachtoffer is van ongewenst seksueel gedrag dit aanvraagt.

Art. 6. Het in artikel 5, § 2, bedoelde onderzoek :

1° zal op een strikt vertrouwelijke wijze worden gevoerd;

2° zal beperkt worden tot de feiten die door de klager worden aangegeven en zal niet kunnen worden uitgebreid tot andere feiten die tot de persoonlijke levenssfeer van de beschuldigde behoren.

Gedurende heel het onderzoek hebben de klager en de beschuldigde het recht zich door een persoon naar keuze te laten bijstaan en/of vertegenwoordigen.

De beschuldigde wordt op de hoogte gebracht van alle details in verband met de inhoud van de klacht en kan erop antwoorden.

Beide partijen worden op de hoogte gebracht van de uitslag van het onderzoek.

Art. 7. Het ambt van vertrouwenspersoon kan geen nadeel of bijzondere voordelen tot gevolg hebben voor degene die het uitoefent.

Voor de uitoefening van zijn ambt ressorteert de vertrouwenspersoon rechtstreeks onder de secretaris-generaal van het ministerie of onder de leidend ambtenaar die bevoegd is voor het personeel van de instelling, ieder voor de vertrouwensdienst die werd ingesteld binnen de diensten die onder zijn leiding staan.

Art. 8. De in artikel 3 bedoelde beginselverklaring betreffende het ongewenst gedrag, alsook de identiteit van de vertrouwenspersonen bedoeld in artikel 4, § 2, worden medegedeeld aan de personeelsleden.

Art. 9. Iedere persoon die het slachtoffer is van ongewenst seksueel gedrag op het werk, kan die feiten ter kennis brengen van de hiërarchische meerdere van de vermoedelijk dader.

Art. 10. Elk feit in verband met ongewenst seksueel gedrag op het werk dat werd gepleegd door een statutair personeelslid, kan aanleiding geven tot een tuchtprocedure en tot het bepalen van tuchtstraffen overeenkomstig de bepalingen die op het statutair personeel van toepassing zijn.

Elk feit in verband met ongewenst seksueel gedrag op het werk dat werd gepleegd door een contractueel personeelslid, kan aanleiding geven tot een sanctie overeenkomstig de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

De in de vorige leden bedoelde procedures zijn onafhankelijk van de in artikel 5, § 2, bedoelde procedure.

Op initiatief of met de instemming van het personeelslid dat door ongewenst seksueel gedrag wordt getroffen, kan de overheid die bevoegd is om de tuchtvordering of de procedure voor het ontslag in te stellen, echter overleg plegen met de vertrouwenspersoon, inzonderheid met het oog op het aanvullen en invullen van hun respectieve dossiers.

Art. 11. De secretaris-generaal van het ministerie of de leidend ambtenaar die bevoegd is voor het personeel van de instelling deelt een jaarlijks activiteitenverslag van de vertrouwensdienst aan de leden van de Regering mede.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 13. De Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 juli 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,

W. TAMINIAUX